

LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DES TRAVAILLEURS ENTRE DROITS NATIONAUX ET DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE



RÉSUMÉ

La pauvreté des travailleurs est un défi pour l'Union européenne (UE) et, plus généralement, pour la stabilité et le bien-être des États membres de l'UE. La qualité de l'emploi et la lutte contre la pauvreté figurent parmi les problèmes cruciaux de la stratégie Europe 2020, des Objectifs de développement durable (ODD) de l'agenda 2030 des Nations unies et des engagements sociaux annoncés par l'UE lors du Sommet de Porto en 2021 et 2023. Cette étude propose d'analyser, d'un point de vue juridique, les nombreuses questions soulevées par le phénomène émergent de la pauvreté des travailleurs et d'ouvrir des pistes de recherche au niveau des droits nationaux, ainsi que du droit de l'UE. L'étude s'appuie sur les résultats de trois années de travail menées par un consortium d'universités européennes et de centres de recherche réunis dans le cadre du projet Working, Yet Poor (« WorkYP »), financé par le programme Horizon2020 de l'UE pour les années 2020-2023, en examinant les systèmes juridiques de sept pays européens (Allemagne, Italie, Pologne, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg et Suède). Le projet a mis au cœur de l'analyse certains groupes de travailleurs, caractérisés par leur position (particulièrement) vulnérable (« VUP » - Vulnerable and Under-represented Persons). En adoptant cette perspective d'analyse, l'étude vise à examiner le risque de pauvreté des travailleurs auquel ces groupes peuvent être confrontés et les instruments juridiques pour les protéger. La finalité du présent article est d'imaginer des voies possibles pour combattre la pauvreté au travail dans une perspective multiniveaux.

MOTS-CLÉS: *Pauvreté au travail, précarité, travail temporaire, travail à temps partiel involontaire, travailleurs des plateformes numériques.*

ABSTRACT

In-work poverty is a challenge for the European Union (EU) and, more generally, for the stability and well-being of societies in EU Member States. The quality of employment and the fight against poverty are interdependent issues that feature prominently in the Europe 2020 strategy, the Sustainable Development Goals (SDGs) of the United Nations 2030 Agenda and the social commitments announced by the EU at the Porto Summit in 2021 and 2023. This study proposes to analyse from a legal point of view the many issues raised by the emerging phenomenon of in-work poverty and to open up avenues of research in national and EU law. The study draws on the results of three years' work by a consortium of European universities and research centres brought together under the Working, Yet Poor (« WorkYP ») project, funded by the EU's Horizon2020 programme for the years 2020-2023, analysing the legal systems of seven European countries (Germany, Italy, Poland, Belgium, the Netherlands, Luxembourg and Sweden). The project placed at the heart of the analysis certain groups of workers, characterized by their (particularly) vulnerable position (« VUP » - Vulnerable and Under-represented Persons). By adopting this analytical perspective, the study aims to examine the risk of in-work poverty that these groups may face and the obstacles to their protection. This should make it possible to devise possible ways to combat in-work poverty from a multilevel regulatory perspective.

KEYWORDS: *In-Work Poverty, Precariousness, Temporary Work, Involuntary Part-Time Work, Digital Platform Workers.*